

à ce que les Chicanos ou les Amérindiens ne forment pas la majorité dans une sous-unité fédérale. Mais lorsque le fédéralisme accorde une autonomie véritable aux minorités nationales et qu'il est véritablement démocratique, il a très bien réussi à domestiquer le nationalisme, tout en favorisant le bien-être et la liberté des individus.

Mais comment le fédéralisme réussit-il cet exploit ? Il nous semble qu'il y a encore beaucoup de travail à faire avant de pouvoir répondre à cette question. Quelques idées ont été exprimées au sujet des avantages du fédéralisme, mais nous n'avons probablement qu'effleuré ici cette question. Ainsi, comme nous l'avons vu dans la section 1, une explication courante du succès du fédéralisme est qu'il tient compte des « identités multiples » et des « loyautés divisées » qui caractérisent inévitablement les citoyens (post)modernes. D'autres ont affirmé que le fédéralisme fonctionne parce qu'il réconcilie la « mondialisation » et le « pouvoir local ». Il nous permet de participer dans une économie et une société civile de plus en plus planétaires tout en protégeant les collectivités « locales » qui nous donnent un sens profond d'identité et d'appartenance. Divers observateurs ont qualifié ce double processus de « glocalisation » et affirmé que le fédéralisme y est tout particulièrement bien adapté.

Ce sont des expressions percutantes que nous entendons souvent à la défense du fédéralisme. Mais sont-elles vraiment utiles ? On peut dire de n'importe quel régime politique qui n'est pas complètement totalitaire qu'il tient compte des identités multiples et réconcilie les identités mondiales et locales. N'importe quel régime (non totalitaire) permet à ses citoyens de se mobiliser autour d'identités différentes. Dans toute démocratie, les citoyens peuvent se mobiliser autour d'identités économiques (p. ex. les médecins) ou d'identités idéologiques (p. ex. les écologistes) ou d'identités locales (p. ex. les citoyens d'un quartier, d'une ville ou d'une région). De même, toutes les démocraties occidentales permettent une certaine autonomie gouvernementale locale et la plupart d'entre elles ont un régime électoral où une partie ou l'ensemble des élus représentent des régions en particulier. Toute forme de décentralisation de l'administration ou de représentation géographique peut être considérée comme une forme de « glocalisation ».

Mais parler d'identités multiples et de collectivités locales ne permet pas d'appréhender la spécificité du fédéralisme comme régime politique. D'ailleurs, ces expressions sont vagues mais elles peuvent aussi induire en erreur. Car comme l'a fait remarquer Roger Gibbins à juste titre, les unités fédérales n'ont pas nécessairement, ni même habituellement, une envergure locale. Des provinces comme le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique comptent des millions d'habitants et s'étendent sur des millions de kilomètres carrés et elles sont plus grandes que beaucoup d'États-nations. Ces unités fédérales n'ont